



## Qui se cache derrière la bloggeuse cubaine Yoani Sánchez ?

Par [Salim Lamrani](#)

Mondialisation.ca, 12 mars 2012

12 mars 2012

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Services de renseignements](#)

La célèbre bloggeuse havanaise Yoani Sánchez est un personnage singulier dans l'univers de la dissidence cubaine. Jamais aucun opposant n'avait bénéficié d'une exposition médiatique si massive ou d'une reconnaissance internationale aussi importante en si peu de temps.

En 2004, deux ans après avoir émigré en Suisse, elle décide de revenir à Cuba. En 2007, elle intègre l'univers de l'opposition à Cuba en créant son blog Génération Y et devient une détractrice acharnée du gouvernement cubain.

Jamais aucun dissident à Cuba - et peut être dans le monde entier - n'a réussi à obtenir autant de prix internationaux en si peu de temps, avec cette caractéristique particulière : ces prix ont fourni à Yoani Sánchez suffisamment d'argent pour vivre tranquillement à Cuba pour le restant de sa vie. En effet, la bloggeuse a été rétribuée à hauteur de 250 000 euros au total, c'est-à-dire l'équivalent de plus de 20 ans de salaire minimum dans un pays comme la France, cinquième puissance mondiale. Le salaire minimum mensuel à Cuba étant de 420 pesos, c'est-à-dire 18 dollars ou 14 euros, Yoani Sánchez a obtenu l'équivalent de 1 488 années de salaires minimum cubain pour son activité d'opposante.

Un câble diplomatique de la Section des Intérêts Nord-américains (SINA), classé top secret en raison de son contenu sensible, révèle que Yoani Sánchez est étroitement liée à la diplomatie étasunienne à Cuba. Michel Parmly, ancien chef de la SINA à La Havane, qui se réunissait régulièrement avec Yoani Sanchez dans sa résidence diplomatique personnelle, comme le prouvent les documents officiels de la SINA, a fait part de son inquiétude au sujet de la publication des câbles diplomatiques étasuniens par Wikileaks : « Je serai très gêné si les nombreuses conversations que j'ai eues avec Yoani Sánchez étaient publiées. Elle pourrait en payer les conséquences toute sa vie. » La question qui se pose immédiatement est la suivante : pour quelle raison Yoani Sánchez serait-elle en danger si sa conduite, comme elle l'affirme, reste dans le cadre de la légalité ?

En 2009, la presse occidentale avait fortement médiatisé l'interview accordée par le président Barack Obama à Yoani Sánchez, un événement qui avait été qualifié d'exceptionnel. Sánchez affirme également qu'elle a envoyé un questionnaire similaire au président cubain Raúl Castro, des questions auxquelles ce dernier n'aurait pas daigné répondre. Cependant, les documents confidentiels de la SINA, publiés par Wikileaks, contredisent ces déclarations.

En effet, ces documents révèlent qu'en vérité c'est un fonctionnaire de la représentation

diplomatie étasunienne à La Havane qui s'est chargé de rédiger les réponses aux questions de la dissidente et non le président Obama. Plus grave encore, Wikileaks a révélé que Sánchez, contrairement à ses affirmations, n'a jamais envoyé un tel questionnaire à Raúl Castro. Le chef de la SINA, Jonathan D. Farrar, a confirmé ce fait dans un courrier envoyé au Département d'Etat : « Elle n'attendait pas de réponse, puisqu'elle a avoué qu'elle ne les [les questions] avait jamais envoyées au président cubain »

Le compte Twitter de Yoani Sánchez

En plus du site Internet Génération Y, Yoani Sánchez dispose aussi d'un compte Twitter qui affiche plus de 214 000 abonnés (au 12 février 2012). Seuls 32 d'entre eux résident à Cuba. Pour sa part, la dissidente cubaine suit plus de 80 000 personnes. Sur son profil, Sánchez se présente de la manière suivante : « Bloggeuse, je réside à La Havane, et je raconte ma réalité en morceaux de 140 caractères. Je twitte via sms sans accès à internet. »

Cependant, la version de Yoani Sánchez est dure à croire. En effet, il est absolument impossible de suivre plus de 80 000 personnes uniquement par sms ou en se connectant une fois par semaine dans un hôtel. Un accès quotidien à la toile est pour cela indispensable.

La popularité sur le réseau social Twitter dépend du nombre d'abonnés. La visibilité d'un compte est d'autant plus grande que les abonnés sont nombreux. De la même manière, il existe une forte corrélation entre la visibilité d'un compte et le nombre de personnes suivies par celui-ci. La technique qui consiste à suivre de nombreux comptes est fréquemment utilisée à des fins commerciales, elle est aussi employée par les hommes politiques pendant les campagnes électorales.

Le site [www.followerwonk.com](http://www.followerwonk.com) permet d'analyser le profil des abonnés de n'importe quel membre de la communauté Twitter. Dans le cas de Yoani Sánchez, cette étude est révélatrice pour diverses raisons. L'analyse des données du compte Twitter de la blogueuse cubaine, réalisée par ce site, révèle une activité impressionnante du compte de Yoani Sánchez à partir de 2010. Ainsi, à partir de juin 2010, Sánchez s'est abonnée à plus de 200 comptes Twitter chaque jour, avec des pics à 700 par jour. A moins de passer jour et nuit sur Twitter - ce qui est très peu probable - il est impossible de s'abonner à autant de comptes en si peu de temps. Cette activité semble donc être le fait d'un robot informatique.

Aussi, il s'est avéré que près de 50 000 abonnés à Sánchez sont en réalité des comptes fantômes ou inactifs, qui donnent l'impression que la blogueuse cubaine jouit d'une grande popularité sur les réseaux sociaux. Sur les 214 063 profils du compte @yoanisanchez, 27 012 n'ont pas de photo, et 20 000 ont les caractéristiques de comptes fantômes et sont inactifs sur le réseau (de zéro à trois messages envoyés depuis la création du compte).

Parmi les comptes fantômes abonnés à Yoani Sánchez sur Twitter, 3 363 n'ont aucun abonné et 2 897 ne sont abonnés qu'au compte de la blogueuse, ou à un ou deux comptes. De plus, certains comptes présentent des caractéristiques plutôt étranges : ces comptes n'ont aucun abonné, ne sont abonnés qu'à Yoani Sánchez et ont envoyé plus de 2 000 messages.

Cette opération visant à créer une popularité fictive via Twitter est impossible à réaliser sans accès à Internet. Elle demande un appui technologique ainsi qu'un budget important. Dans un article nommé « Popularité fictive, la nouvelle stratégie des hommes politiques sur

Twitter », le quotidien La Jornada livre les résultats d'une enquête sur les opérations médiatiques des candidats à la présidentielle mexicaine. L'article révèle que de nombreuses entreprises des Etats-Unis, d'Asie et d'Amérique Latine offrent ce service de popularité fictive à des tarifs élevés. « Pour une armée de 25 000 abonnés fictifs sur Twitter - indique le journal - l'on paye jusqu'à 2 000 dollars et pour 500 profils gérés par 50 personnes il faut payer entre 12 000 et 15 000 dollars ».

Yoani Sánchez envoie une moyenne de 9,3 messages par jour. En 2011, la blogueuse a publié une moyenne de 400 messages par mois. Le prix d'un message à Cuba est d'un peso convertible (CUC), ce qui représente un total de 400 CUC mensuels. Le salaire minimum à Cuba est de 420 pesos cubains, c'est-à-dire environ 16 CUC. Chaque mois, Yoani Sánchez dépense l'équivalent de deux ans de salaires minimum à Cuba. Ainsi, la blogueuse dépense à Cuba une somme qui correspondrait en France à 25 000 euros mensuels sur Twitter, c'est-à-dire 300 000 euros annuels. D'où proviennent les fonds nécessaires à ces activités ?

D'autres questions se posent inévitablement. Comment Yoani Sánchez peut-elle suivre plus de 80 000 comptes sans un accès permanent à Internet ? Comment a-t-elle pu s'abonner à près de 200 comptes différents chaque jour en moyenne depuis juin 2010, avec des pics à 700 comptes ? Combien de personnes suivent réellement les activités de l'opposante cubaine sur le réseau social ? Qui finance la création de comptes fictifs ? Avec quel objectif ? Quels intérêts se cachent derrière le personnage de Yoani Sanchez ?

Salim Lamrani.

*Salim Lamrani : Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris Sorbonne-Paris IV, Salim Lamrani est enseignant chargé de cours à l'Université Paris Sorbonne-Paris IV, et l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis.*

*Son dernier ouvrage s'intitule État de siège. Les sanctions économiques des Etats-Unis contre Cuba, Paris, Éditions Estrella, 2011 (prologue de Wayne S. Smith et préface de Paul Estrade).*

[http://www.amazon.fr/Siege-Sanctions-Economiques-Etats-Unis-Contre/dp/2953128425/ref=sr\\_1\\_2?s=books&ie=UTF8&qid=1323515651&sr=1-2](http://www.amazon.fr/Siege-Sanctions-Economiques-Etats-Unis-Contre/dp/2953128425/ref=sr_1_2?s=books&ie=UTF8&qid=1323515651&sr=1-2)

Contact : [Salim.Lamrani@univ-mlv.fr](mailto:Salim.Lamrani@univ-mlv.fr) ; [lamranisalim@yahoo.fr](mailto:lamranisalim@yahoo.fr)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Salim Lamrani](http://www.mondialisation.ca), Mondialisation.ca, 2012

Articles Par : [Salim Lamrani](http://www.mondialisation.ca)

A propos :

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les

Etats-Unis. Son nouvel ouvrage s'intitule Fidel Castro, héros des déshérités, Paris, Editions Estrella, 2016. Préface d'Ignacio Ramonet. Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)